Moldavie : la Transnistrie et la Gagaouzie dénoncent des pressions de la part de Chisinau

Description

Réunis en congrès extraordinaires le 28 février 2024, les députés de Transnistrie ont demandé au Parlement russe de mettre en œuvre des mesures pour protéger la République autoproclamée, où un tiers de la population environ s'identifie comme russe. Tiraspol estime en effet subir des pressions de la part de Chisinau. Dès le lendemain, le ministère russe des Affaires étrangères a annoncé que « *la protection des intérêts des habitants de Transnistrie fai*[sai]*t partie de ses priorités* » et promis d'examiner la demande.

La « *pression* » dénoncée par Tiraspol est essentiellement économique. Alors que la Moldavie, invitée en décembre 2023 à entamer les négociations d'adhésion à l'Union européenne, travaille à la mise aux normes de son économie et de ses structures administratives, la petite république autoproclamée, elle, adresse la majeure partie de ses exportations à l'UE, *via* la Moldavie. Or, depuis janvier 2024, Chisinau impose aux entreprises de Transnistrie de payer des taxes sur la vente de leurs biens vers la Moldavie. Cette reprise en main de l'économie grise sur laquelle reposait l'organisation de la République autoproclamée met d'autant plus en difficulté son système interne que la Transnistrie n'a pas grand espoir de compenser ces difficultés sur ses autres frontières, l'Ukraine voisine étant en guerre.

Si la demande transnistrienne n'a pas, à ce stade, rencontré un large écho en Russie, ne suscitant pas même un commentaire du Président russe lors de son adresse au Parlement le 29 février, on note que, le 1er mars, la Gagaouzie a formulé à son tour une demande comparable. La dirigeante pro-russe de la région autonome moldave Evghenia Gutul a rencontré à Moscou Valentina Matvienko, présidente du Conseil de la Fédération de Russie, lui affirmant que la Gagaouzie se sentait « *oppressée* » par Chisinau.

Ces déclarations doivent être replacées dans le contexte de l'élection présidentielle moldave qui sera organisée en novembre prochain. La chef de l'Etat pro-européenne Maia Sandu, qui espère sa réélection, prévoit d'organiser simultanément un référendum sur l'adhésion à l'UE.

Sources : *Nexta, Meduza, Rbk.ru*.

date créée
04/03/2024
Champs de Méta
Auteur-article : Henri Jullien